

Santé, IVG, droits LGBTQI+, diversité : des millions de personnes menacées par une loi états-unienne

Neuchâtel, 2 mars 2026

Rétablie par l'administration américaine le 24 janvier 2025, la Global Gag Rule (Mexico City Policy) interdit aux organisations qui reçoivent des fonds états-uniens de pratiquer ou même de fournir des informations sur l'avortement. Aujourd'hui, 26 février 2026, entre en vigueur une nouvelle extension de cette loi élargissant le conditionnement de ces financements à l'absence de "promotion" d'actions liées aux droits des personnes LGBTQI+, aux politiques de diversité, d'équité et d'inclusion. Médecins du Monde alerte sur les conséquences graves et immédiates sur la santé, les droits et la vie de millions de personnes dans le monde.

L'extension de la Global Gag Rule, ou la "règle du bâillon mondial" en français, constitue une menace sans précédent des politiques états-uniennes envers les droits et la santé des personnes les plus vulnérables. Les associations financées par les USA étaient déjà empêchées de proposer ou même de communiquer autour du recours à l'avortement. Elles seront désormais également tenues de ne pas évoquer les actions liées aux droits des personnes LGBTQI+, aux politiques de diversité, d'équité et d'inclusion. Au-delà des associations concernées, cette nouvelle règle pourrait s'appliquer également aux organisations internationales et multilatérales, dont les agences des Nations Unies, qui reçoivent des fonds venant des Etats-Unis avant de les redistribuer vers des structures ou des programmes de santé ou de droits humains qui intègrent la défense des personnes LGBTQI+, de la diversité, de l'équité et de l'inclusion. Cette nouvelle règle témoigne une nouvelle fois d'une transformation de l'aide humanitaire en outil de pression idéologique.

Morgane Rousseau, directrice de Médecins du Monde, alerte : « **La Global Gag Rule, renforcée par son extension, met en péril les systèmes de santé en les privant de ressources, restreint la diffusion d'informations médicales et contraint les organisations à un dilemme insoutenable : continuer à assurer des soins indispensables au risque de perdre leur financement, ou se conformer au silence imposé. Elle compromet les droits fondamentaux à la santé, à l'information et à la liberté d'expression, tout en dévoyant l'aide internationale de son objectif premier : répondre aux besoins des populations. La santé ne peut être subordonnée à des considérations politiques.** »

Contact

Antoine Morata
Responsable communication et médias
078 854 32 65
antoine.morata@medecinsdumonde.ch
www.medecinsdumonde.ch